



MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE DE LA FRANCOPHONIE

MONTRÉAL - QUÉBEC • 11-13 JUIN 2024

SOMMAIRE

03 CONTEXTE

06 MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE À MONTRÉAL ET À QUÉBEC

07 ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

08 FILIÈRES D'ACTIVITÉ

12 PROGRAMME INDICATIF

12 MODALITÉS DE PARTICIPATION

13 CALENDRIER

14 PARTENAIRES

15 CONTACTS

CONTEXTE

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) organise, en collaboration avec le gouvernement du Québec et d'autres provinces membres de l'Alliance de la Francophonie économique canadienne (Ontario, Nouveau-Brunswick et autres), une mission économique et commerciale en Amérique du Nord, au Québec, du 11 au 13 juin 2024. Cette mission qui se déroulera à Montréal et à Québec vise à intensifier les échanges commerciaux et d'investissement au sein de l'espace francophone, conformément à la programmation 2024-2027 adoptée lors de la 44^e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie tenue les 4 et 5 novembre 2023 à Yaoundé, au Cameroun.

La mission propose à la fois un forum économique de haut niveau, des rencontres d'affaires entre entreprises, experts, acteurs publics et privés, des visites d'entreprises locales, ainsi que de nombreuses opportunités de réseautage.

L'objectif est de permettre aux entreprises participantes en provenance d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, des Caraïbes, d'Europe et de l'océan Indien, de concrétiser des opportunités commerciales et d'investissement, grâce aux mises en relation personnalisées qui seront facilitées pendant la mission.

L'inscription est ouverte à toutes les entreprises des 88 États et gouvernements membres de la Francophonie. Elles seront sélectionnées sur la base des critères d'engagement à l'international, de pertinence en termes de qualité du projet et d'appartenance aux secteurs économiques privilégiés.

Son Excellence Madame Louise MUSHIKIWOBO, Secrétaire générale de la Francophonie, conduira à cette occasion la délégation d'entreprises et d'acteurs économiques sélectionnés, en provenance d'États et de gouvernements francophones et opérant en particulier dans les secteurs suivants :

- Énergies renouvelables (efficacité énergétique, électrification des transports et filière batterie) ;
- Services numériques (technologies en santé (Medtech), technologies en éducation (Edtech) et industrie du jeu vidéo) ;
- Agroalimentaire (Agtech).

Le Québec a généré un PIB de 552,7 G\$ en 2022, pour une population de 8,7 millions d'habitants¹.

Le français est la seule langue officielle et commune du Québec. De plus, le Québec possède un régime juridique unique en Amérique du Nord, soit le Code civil du Québec, issu d'une tradition de droit civil.

L'économie du Québec est hautement industrialisée, diversifiée, et fortement intégrée aux économies du Canada et des États-Unis. Elle est dominée par les secteurs d'ingénierie de pointe et des services. Dans le secteur industriel, le Québec se distingue par son secteur aérospatial, son secteur des sciences de la vie et son secteur des infrastructures et de la construction. Par ailleurs, les exportations internationales de biens et services représentent près de 30% du PIB du Québec².

¹ Institut de la statistique du Québec

² https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/contenu/publications/etudes_statistiques/echanges_exterieurs/calepin_exterieur.pdf



Riche en ressources naturelles, le Québec détient un secteur agricole, forestier et minier important. Le sous-sol du Québec regorge de divers minéraux, notamment des minéraux critiques et stratégiques, qui répondront au besoin des industries du futur. De plus, le Québec est un chef de file mondial dans la production d'hydroélectricité, ce qui lui a permis aussi de développer une importante industrie de l'aluminium pour devenir le 4^e producteur mondial de ce métal.

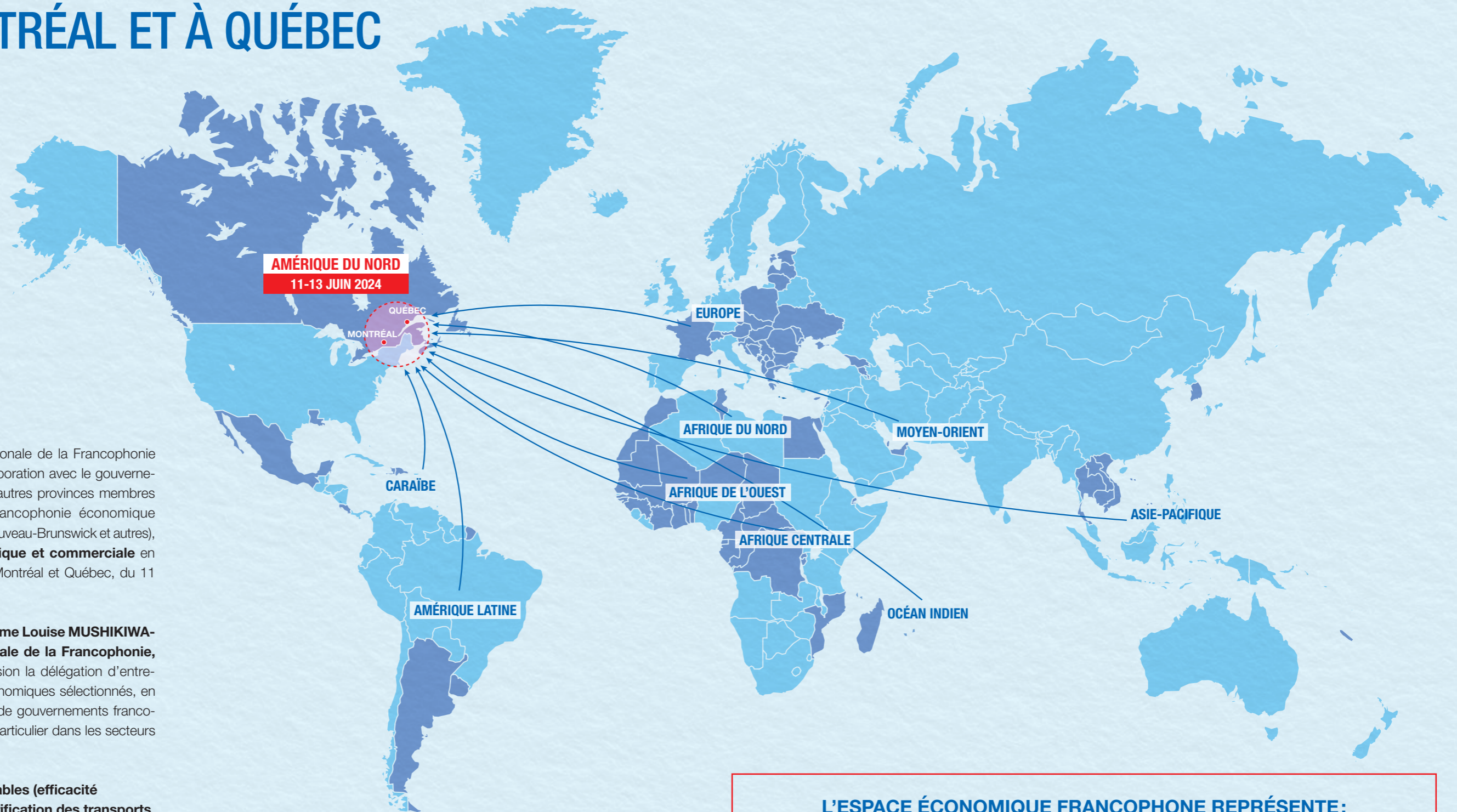
Le cœur économique du Québec est la région métropolitaine de Montréal où vit la moitié des Québécois et Québécoises. Cette région représente à elle seule 55 % de son PIB, suivi de la région de la Capitale-Nationale (Québec) pour 11,4 %³.

Nous souhaitons que cette mission soit pour chaque participant international l'occasion de rencontres enrichissantes et de développement concret de leurs affaires avec des entreprises québécoises et des autres provinces de la Francophonie canadienne (Ontario, Nouveau-Brunswick et autres) !

³ Données de 2019 : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/cv.action?pid=3610046801>



MISSION ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE À MONTRÉAL ET À QUÉBEC



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) organise, en collaboration avec le gouvernement du Québec et d'autres provinces membres de l'Alliance de la Francophonie économique canadienne (Ontario, Nouveau-Brunswick et autres), une **mission économique et commerciale** en Amérique du Nord, à Montréal et Québec, du 11 au 13 juin 2024.

Son Excellence Madame Louise MUSHIKIWA-BO, Secrétaire générale de la Francophonie, conduira à cette occasion la délégation d'entreprises et d'acteurs économiques sélectionnés, en provenance d'États et de gouvernements francophones et opérant en particulier dans les secteurs suivants :

- **Énergies renouvelables (efficacité énergétique, électrification des transports et filière batterie)**
- **Services numériques (technologies en santé (Medtech), technologies en éducation (Edtech) et industrie du jeu vidéo)**
- **Agroalimentaire (Agtech)**

L'ESPACE ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE REPRÉSENTE :

- **88 États et gouvernements** répartis sur 5 continents
- **17,5 %** de la population mondiale
- **16,5 %** du produit national brut mondial
- **20 %** du commerce mondial des marchandises
- **14 %** des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques
- Le français est la **3^e langue des affaires** et la **4^e langue utilisée sur Internet**

Source : Données 2022 de l'Observatoire de la langue française

FILIÈRES D'ACTIVITÉ

ÉNERGIES RENOUVELABLES (EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE, ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS ET FILIÈRE BATTERIE)



99% de l'électricité produite au Québec provient d'énergies renouvelables, majoritairement de l'hydroélectricité⁴. Cette énergie offre au Québec des avantages en termes d'émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de coût, car l'énergie y est en moyenne 50 % moins chère que dans les pays du G7⁵.

Le développement des énergies renouvelables telles que l'hydroélectricité a fait naître des filières d'expertise locale par exemple en génie-conseil, et contribue à attirer des fabricants et investisseurs étrangers. Le secteur éolien se développe dans cette même logique. Les technologies de biométhanisation et les biocarburants sont aussi des sous-secteurs en pointe. Par ailleurs, le Québec se positionne de plus en plus comme chef de file du marché du carbone (techniques de séquestration), offrant des opportunités en termes de partenariat, de transfert de technologie et de gestion d'énergie par des solutions innovantes.

Les technologies propres constituent un secteur très dynamique qui fait travailler près de 82 000 personnes au Québec⁶. Elles génèrent un revenu annuel d'environ 9 G\$ et contribuent par leurs multiples applications, à hauteur de 20 G\$ au PIB du Québec. Au Québec, 65,4 % des entreprises ont utilisé des technologies propres en 2019. Les technologies propres des entreprises québécoises œuvrent notamment dans les secteurs suivants :

- 43 % des technologies propres québécoises sont pour le secteur de l'énergie (énergie renouvelable, efficacité énergétique, écomobilité, stockage et distribution de l'énergie) ;
- 15% portent sur le traitement des matières résiduelles ;
- 13 % portent sur la gestion et le traitement de l'eau.

Filière Batterie

La filière batterie est l'une des plus importantes filières en développement au Québec. Doté d'un sous-sol riche en minéraux stratégiques, comme le lithium, le nickel, le graphite et le cobalt, le Québec a le potentiel et l'ambition de devenir un acteur clé de cette filière.

Le Québec s'est doté d'une stratégie pour devenir le fournisseur mondial de batteries lithium-ion. Il dispose d'une expertise locale unique dans ce domaine. Il a la capacité de produire la batterie la plus propre d'Amérique du Nord, respectueuse des normes ESG. Le Québec possède les atouts nécessaires pour se démarquer, à chacune des étapes de l'écosystème, en matière de développement de la filière batterie.

À titre informatif, il est estimé que 28 % de la production de cathodes en Amérique du Nord proviendra du site de Bécancour d'ici 2030. La cathode représente à elle seule 50 % du total de la valeur d'une batterie⁷.

4 <https://energie.hec.ca/eeq/>

5 <https://www.investquebec.com/international/fr/pourquoi-le-quebec/hydroelectricite.html>

6 <https://statistique.quebec.ca/fr/produit/tableau/tableau-de-bord-pour-la-mesure-economie-verte-au-quebec>

7 <https://filierebatterie.investquebec.com>

SERVICES NUMÉRIQUES (TECHNOLOGIES EN SANTÉ (MEDTECH), TECHNOLOGIES EN ÉDUCATION (EDTECH) ET INDUSTRIE DU JEU VIDÉO)



En forte croissance, les industries numériques constituent 6 % de l'économie du Québec en 2020 et emploient près de 200 000 personnes. À noter également que la métropole (Montréal) est un centre mondial pour la recherche en intelligence artificielle⁸.

Technologies en santé (Medtech)

Le secteur des sciences de la vie et technologies de la santé (SVTS) du Québec, l'un des plus dynamiques en Amérique du Nord⁹, génère de nombreuses innovations et contribue à améliorer la qualité de vie de la population. Le secteur regroupe des entreprises vouées à la santé humaine et animale, qui se retrouvent dans l'un des sept sous-secteurs suivants :

1. les pharmaceutiques innovantes ;
2. les technologies médicales ;
3. les biotechnologies ;
4. les technologies de l'information en santé et l'intelligence artificielle (TI santé/ IA) ;
5. les organisations de recherches contractuelles (CRO) ;
6. les organisations de fabrication contractuelle (CMO) ;
7. les produits de santé naturels.

Près de 715 entreprises du SVTS emploient 36 930 personnes et génèrent presque autant d'emplois dans des centres de recherche publics et diverses entreprises de services connexes. Elles s'abreuvent d'un grand bassin

de talents de 7 600 diplômés et près de 30 000 étudiants inscrits dans les programmes universitaires chaque année.

De plus, les ventes du secteur des sciences de la vie ont atteint 5,8 G\$ en 2020, soit 3,7 % de l'ensemble des livraisons des entreprises manufacturières québécoises.

Dans le secteur des SVTS, Montréal contribue pour 79 % du PIB avec 4,5 G\$ sur un total de 5,8 G\$ pour le Québec. Le Grand Montréal est un incubateur de talents où convergent une masse critique d'entrepreneurs, chercheurs et investisseurs qui font émerger les innovations diagnostiques et thérapeutiques de demain¹⁰.

Le sous-secteur de l'industrie des technologies médicales bénéficie d'un fort engouement du milieu de la recherche, qui s'active à utiliser des technologies d'avant-garde et à les rendre disponibles aux patients. Plus de 40 % de tous les emplois en SVTS au Québec sont en technologies médicales, alors qu'environ 50 % des entreprises du milieu œuvrent aussi dans le créneau des technologies médicales¹¹.

L'industrie des technologies médicales au Québec compte plus de 342 entreprises, qui emploient près de 14 000 personnes. Près de 80% de ces entreprises comptent moins de 100 employés et une trentaine sont des filiales d'entreprises étrangères.

8 <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/230725/dq230725a-fra.htm>

9 Stratégie québécoise des sciences de la vie 2022-2025 (quebec.ca)

10 Montreal_InVivo.pdf (gouv.qc.ca)

11 Technologies de la santé | Montréal Invivo (montreal-invivo.com)



Technologies éducatives (Edtech)

L'écosystème des technologies éducatives (Edtech) québécoises regroupe un peu plus de 110 entreprises, dont 72 % œuvrent dans la conception de solutions numériques et la création de contenu¹². Le Québec souhaite développer son industrie de la Edtech, en donnant plus de visibilité à ses entreprises numériques, dont seulement un cinquième ont un chiffre d'affaires de plus d'un million de dollars.

Le Québec peut s'appuyer sur son système d'enseignement, dont la qualité est reconnue à travers le monde (c-à-d. une pédagogie innovante, bienveillante et démocratisée) et également sur une expertise en création de contenu et développement de logiciels ou de solutions numériques.

En 2020, les Edtech représentaient 3% des dépenses mondiales en éducation, un chiffre qui devrait atteindre 5,5 % en 2025. Les dépenses mondiales en Edtech devraient alors atteindre 404 G\$ US.



Industrie du jeu vidéo

Le Québec est l'un des cinq principaux centres de production de l'industrie du jeu vidéo au monde. L'industrie québécoise, qui compte près de 300 entreprises et emploie près de 15 000 personnes, inclut des studios d'éditeurs internationaux, des développeurs indépendants, des fournisseurs de services spécialisés, et des concepteurs d'outils technologiques¹³. Le Québec est devenu un lieu de convergence des arts, des technologies et des médias numériques, attirant des éditeurs internationaux, qui ouvrent des studios et développent de nombreux projets localement. Le Québec est aussi un des chefs de file de l'édition numérique en français et de la traduction de logiciels.

AGROALIMENTAIRE (AGTECH)



Le secteur agroalimentaire est fortement résilient et novateur. Au Québec, un emploi sur 9 se trouve dans le secteur agroalimentaire, qui embauche plus de 480 000 personnes en 2021. Ce sont près de 135 000 de ces emplois qui sont dans les activités de production agricole, de pêches et de transformation.

Le secteur présente un fort potentiel de croissance économique, en raison de la géographie, des ressources abondantes en terre et en eau, d'un accès largement ouvert aux marchés mondiaux, et d'une excellente réputation en tant que fournisseur d'aliments de qualité, appuyée par une forte capacité en recherche et développement.

Le secteur agroalimentaire est un important levier de la vitalité des territoires, du fait d'une répartition équilibrée des activités dans toutes les régions du Québec. En matière de retombées économiques, les trois principaux générateurs sont la production laitière (2,7 G\$), la production porcine (2,0 G\$) et le maïs et le soja (1,4 G\$) en 2021¹⁴.

Le Québec dispose également de la plus grande communauté « Agtech » au Canada, avec plus de 750 organisations dans l'écosystème des technologies agricoles : producteurs, développeurs de technologies, services de conseil, organismes de soutien¹⁵. On retrouve également au Québec, plus de 100 centres de recherche et d'innovation dédiés à la transformation alimentaire.

Très grand joueur en agriculture biologique, le Québec présente aussi une forte concentration de producteurs en « AEC » (agriculture en environnement contrôlé), une activité qui est liée au faible coût de l'électricité, et à la forte saisonnalité, qui incite à développer et à rentabiliser des technologies dans toutes les conditions climatiques.

Dans tous les secteurs énumérés, la Francophonie canadienne présente également des atouts à faire valoir.

¹² <https://www.edteq.ca/wp-content/uploads/2021/09/etude-du-secteur-des-technologies-numeriques-educatives.pdf>

¹³ <https://www.laquilide.quebec/fr/nouvelle-etude-sur-lindustrie-quebecoise-du-jeu-video-les-ingredients-dun-succes-planetaire/>

¹⁴ <https://www.mapaq.gouv.qc.ca/Fr/Productions/md/statistiques/production/pages/production.aspx>

¹⁵ <https://www.ecotechquebec.com/agtechs-au-quebec/>

PROGRAMME INDICATIF

Mardi 11 juin 2024 – Montréal

- **Forum économique** de haut niveau
- **Déjeuner** de réseautage
- **1^{re} Session de rencontres d'affaires** entre entreprises (B2B)
- **Cocktail** de réseautage

Mercredi 12 juin 2024

- **Déplacement Montréal – Québec** incluant les visites d'entreprises en cours de route
- **Déjeuner** (paniers-repas)
- **Réception de bienvenue** à Québec

Jeudi 13 juin 2024 – Québec

- **Session « Investir au Québec »**, Conférences avec « Les Rendez-vous d'Affaires de la Francophonie »
- **Déjeuner** de réseautage
- **2^e Session de rencontres d'affaires** entre entreprises (B2B)
- **Soirée de Gala** avec prestation spéciale



Les dossiers de candidatures des entreprises internationales sont à déposer avant le 15 janvier 2024 sur la plateforme dédiée à la mission : <https://missions-economiques.quebec.francophonie.org>. Tout dossier incomplet ne sera pas traité.

L'OIF procédera à la sélection des participants avec l'appui d'experts indépendants, en tenant compte de la qualité des dossiers de candidature, ainsi que des critères de représentativité géographique et d'égalité femme-homme.



FRAIS

- L'OIF et le Gouvernement du Québec prendront en charge, de concert avec leurs partenaires, les frais de participation suivants pour tous les participants internationaux sélectionnés pendant la mission : services de conférence, restauration, accompagnement expert des entreprises, visites de sites et transport local en bus.
- L'OIF prendra en charge le transport international d'un nombre déterminé d'entreprises visiteuses sélectionnées issues des pays les moins avancés (PMA), à raison d'une personne par entreprise, pour les entreprises de moins de 100K€ de chiffre d'affaires, porteuses d'un projet d'affaires innovant et sur présentation de comptes certifiés.
- L'OIF prendra également en charge l'hébergement d'entreprises visiteuses sélectionnées, provenant des PMA et des pays en voie de développement, à raison d'une personne par entreprise.
- Les entreprises issues des pays développés, ainsi que les institutions de toute provenance, devront prendre en charge la totalité de leur participation à la mission (transport international et hébergement).
- Des coûts d'inscription pourraient s'ajouter pour la participation à des activités optionnelles si les participants internationaux le souhaitent.
- Les frais de visa sont à la charge de tous les participants internationaux. À noter que des délais administratifs entre 4 et 6 mois sont à prévoir pour l'obtention d'un visa d'entrée au Canada (porte d'entrée pour le Québec).

MODALITÉS DE PARTICIPATION



PARTICIPANTS

La mission économique et commerciale de la Francophonie en Amérique du Nord est ouverte à toute entreprise et à tout organisme d'appui au développement à l'international des entreprises, originaire d'un État et gouvernement membre, membre associé ou observateur de l'OIF, opérant dans l'un des secteurs économiques suivants : Énergies renouvelables (efficacité énergétique, électrification des transports et filière batterie) ; Services numériques (technologies en santé (Medtech), technologies en éducation (Edtech) et industrie du jeu vidéo) ; Agroalimentaire (Agtech).

ENTREPRISES

Entrepreneurs, investisseurs, prestataires de services aux entreprises.

INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES

Agences nationales de promotion commerciale et d'investissement, chambres de commerce et d'industrie, organisations patronales, réseaux économiques francophones, groupements professionnels, banquiers.

DONNEURS D'ORDRE



CALENDRIER

15 DÉCEMBRE 2023	Ouverture du dépôt des candidatures
15 JANVIER 2024	Clôture de la phase de candidature
15-30 JANVIER 2024	Sélection des participants internationaux
31 JANVIER 2024	Date limite de dépôt des demandes de visa pour le Canada
AVRIL 2024	1 ^{re} Session de rencontres d'affaires B2B en ligne
MAI 2024	2 ^e Session de rencontres d'affaires B2B en ligne
11-13 JUIN 2024	Tenue de la mission économique à Montréal et à Québec

PARTENAIRES

Partenaires québécois en Francophonie économique



pierre-anne.turmel@mri.gouv.qc.ca

Autres provinces de la Francophonie économique canadienne



Partenaires des missions économiques et commerciales de l'OIF



CONTACTS

À PARIS

(POUR TOUS LES AUTRES PARTICIPANTS):

Direction de la Francophonie économique
et numérique (coordination générale)
Courriel: missions-economiques@francophonie.org

À QUÉBEC

(PARTICIPANTS D'AMÉRIQUE DU NORD):

Représentation de l'OIF
pour l'Amérique du Nord
Courriel: repam@francophonie.org

À BUCAREST

(PARTICIPANTS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE):

Représentation de l'OIF
pour l'Europe centrale et orientale
Courriel: repeco@francophonie.org

À BEYROUTH

(PARTICIPANTS DU MOYEN-ORIENT):

Représentation de l'OIF
pour le Moyen-Orient
Courriel: repmo@francophonie.org

À BRUXELLES

(PARTICIPANTS D'EUROPE OCCIDENTALE):

Représentation de l'OIF
auprès de l'Union européenne
Courriel: reper.bruxelles@francophonie.org

À LOMÉ

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE DE L'OUEST):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique de l'Ouest
Courriel: repao@francophonie.org

À LIBREVILLE

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE CENTRALE):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique centrale
Courriel: repac@francophonie.org

À TUNIS

(PARTICIPANTS D'AFRIQUE DU NORD):

Représentation de l'OIF
pour l'Afrique du Nord
Courriel: repa@francophonie.org

À ANTANANARIVO

(PARTICIPANTS DE L'OCÉAN INDIEN):

Représentation de l'OIF
pour l'océan Indien
Courriel: repoi@francophonie.org

À HANOÏ

(PARTICIPANTS D'ASIE ET DU PACIFIQUE):

Représentation de l'OIF
pour l'Asie et le Pacifique
Courriel: repap@francophonie.org

À PORT-AU-PRINCE

(PARTICIPANTS DE CARAÏBE ET D'AMÉRIQUE LATINE):

Représentation de l'OIF pour la Caraïbe
et l'Amérique latine
Courriel: repcal@francophonie.org

© Crédits photos : Adobe Stock

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble 88 États et gouvernements.

Le rapport sur la langue française dans le monde, publié en 2022, établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français. Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes, ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La Secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Louise Mushikiwabo a été élue à ce poste lors du XVII^e Sommet de la Francophonie, en octobre 2018, à Erevan (Arménie). Elle a été reconduite dans ses fonctions lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie, en novembre 2022, à Djerba (Tunisie).

54 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • Centrafrique • Comores • Congo • République Démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • France • Gabon • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Monaco • Niger • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

7 MEMBRES ASSOCIÉS

Chypre • Émirats arabes unis • France–Nouvelle-Calédonie • Ghana • Kosovo • Qatar • Serbie

27 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada-Ontario • Corée du Sud • Costa Rica • Croatie • Dominicaine (République) • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • tchèque (République) • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

